



ÉCOLE CENTRALE DE LYON

Direction du Patrimoine
36 Avenue Guy de Collongue
69134 ECULLY CEDEX
Tél: 04.72.18.61.24

CHARTRE CHANTIER PROPRE

Marché n°2023T11

CHARTRE CHANTIER PROPRE

SOMMAIRE

1. OBJET DE LA CHARTE	3
1.1. PRESENTATION	3
1.2. ENGAGEMENT DES ENTREPRISES	3
2. GESTION DES DECHETS	3
2.1. OBJECTIFS	3
2.2. REDUCTION DES DECHETS	3
2.3. TYPES DE DECHETS	4
2.3.1. DECHETS INERTES	4
2.3.2. DECHETS INDUSTRIELS SPECIAUX (DIS OU DECHETS DANGEREUX)	4
2.3.3. DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) VALORISABLES	4
2.3.4. DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) NON VALORISABLES	4
2.4. MODALITES DE GESTION	4
2.5. VALORISATION ET SUIVI DES DECHETS	5
3. REDUCTION DES NUISANCES ET MAITRISE DES RISQUES DE POLLUTION	5
3.1. OBJECTIFS	5
3.2. TYPES DE NUISANCES	5
3.2.1. NUISANCES VISUELLES	5
3.2.2. NUISANCES SONORES	5
3.2.3. NUISANCES DUES AU TRAFIC SUR SITE	6
3.3. MAITRISE DES POLLUTIONS	6
3.3.1. PRECONISATIONS CONCERNANT LA TOXICITE	6
3.3.2. PRECONISATIONS CONCERNANT LA POLLUTION DE L’AIR ET LES MAUVAISES ODEURS	7
4. PRECONISATIONS CONCERNANT LA CONSOMMATION DES RESSOURCES	7
5.1. COMMUNICATION INTERNE	7
5.2. COMMUNICATION VIS-A-VIS DES USAGERS	7

1. Objet de la charte

1.1. Présentation

L'Ecole Centrale de Lyon souhaite s'inscrire dans le cadre de ses marchés dans une démarche de Qualité Environnementale du bâtiment.

Cette charte a pour objectif de définir les conditions d'exécution des travaux en vue de limiter les principaux impacts environnementaux d'un chantier :

- impacts dus à la production, l'évacuation et au traitement des déchets,
- nuisances envers l'environnement proche du site,
- pollution de l'air, du sol et de l'eau,
- consommations des ressources en énergie et en eau.

1.2. Engagement des entreprises

Cette charte engage la responsabilité des entreprises qui l'ont signée en tant que pièce contractuelle du marché de travaux. A ce titre, l'ensemble des préconisations décrites s'imposent au titulaire de chaque lot ainsi qu'à ses sous-traitants sur toute la durée du marché.

En cas de manquement aux obligations exprimées dans cette charte, les entreprises acceptent le principe de l'action corrective immédiate et à leur frais. Si les manquements aux préconisations deviennent répétitifs, les entreprises s'exposent à l'application de pénalités selon les modalités décrites au CCAP.

2. Gestion des déchets

2.1. Objectifs

Trois objectifs sont à poursuivre dans le cadre de la gestion des déchets :

- Réduction de la production de déchets sur site,
- Valorisation maximale des déchets en recourant aux filières de traitement disponibles, dans le but de limiter les déchets ultimes mis en décharge,
- traçabilité la plus complète possible des déchets, dans le but de réaliser un bilan exhaustif.

2.2. Réduction des déchets

Afin de réduire la production de déchets sur site, les entreprises doivent prévoir de :

- généraliser le calepinage : estimation précise des besoins avant toute livraison afin d'éviter les gaspillages de matériaux. Livrer ou se faire livrer les éléments à la bonne dimension afin de limiter au maximum les découpes sur le site génératrices de déchets.
- éviter les dommages des matériaux et produits fragiles : les stocker et les manutentionner avec soin, éviter les transports inutiles, réduire les durées de stockage.
- mettre en places des accords avec les fournisseurs pour la récupération des emballages, chutes, contenants.

2.3. Types de déchets

Quatre types de déchets sont usuellement identifiés :

2.3.1. Déchets inertes

Produits inertes naturels ou manufacturés qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent pas de réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ils sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe 3.

2.3.2. Déchets industriels spéciaux (DIS ou déchets dangereux)

Déchets qui contiennent des substances dangereuses et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination. Les DIS doivent être orientés vers des sites de traitement adaptés : installation de stockage de classe I, unité de régénération ou d'incinération.

Pour ce type de déchets, l'Ecole Centrale de Lyon se réserve le droit de demander des justifications d'élimination. Un bordereau de suivi de déchets (modèle Cerfa n°12571*01) sera établi le cas échéant.

2.3.3. Déchets industriels banals (DIB) valorisables

Déchets ni dangereux, ni toxiques, ni souillés par des produits dangereux et non inertes. Ils peuvent être mono matériaux ou composites, fibreux ou non, alvéolaires. Ils sont dirigés vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération ou valorisation énergétique par incinération. Les emballages font partie de la catégorie des DIB valorisables.

2.3.4. Déchets industriels banals (DIB) non valorisables

Tous les autres types de DIB, non valorisables, sont destinés à des centres de stockage de classe II.

2.4. Modalités de gestion

Chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux qui lui sont confiés.

Il a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en états des installations qu'il a salies ou détériorées ainsi que l'évacuation hors du chantier des emballages et déchets :

- Il devra notamment chaque jour garantir un nettoyage des zones dans lesquelles il est intervenu. Il ne pourra pas être admis le stockage de sacs ou récipients à déchets.

- Chaque titulaire a la charge de l'évacuation journalière de ses propres déblais, gravois de structure et déchets jusqu'aux lieux de stockages dans l'emprise des zones d'installations de chantier (selon le plan d'installation de chantier) et selon les conditions de tris d'un système de gestion de tri de déchets.

Tous les déchets générés doivent être préparés pour leur évacuation et leur traitement.

Les DIS doivent obligatoirement être stockés dans des contenants étanches et couverts.

Il est strictement interdit de brûler des déchets sur le site ou ailleurs, d'abandonner ou d'enfouir les déchets quels qu'ils soient dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages.

2.5. Valorisation et suivi des déchets

Il est fixé un objectif de valorisation de 70% des déchets.

Les déchets produits seront acheminés par l'entrepreneur vers les filières de valorisation et d'élimination adaptées :

- La valorisation matière : recyclage, réemploi (usage analogue), réutilisation (autres usages),
- La valorisation énergie : incinération avec récupération d'énergie, ou méthanisation (biogaz),
- La mise en décharge pour les déchets ultimes.

Le prestataire devra s'appuyer sur le plan départemental de gestion des déchets qui recense les filières existantes et futures et leur capacité de traitement.

3. Réduction des nuisances et maîtrise des risques de pollution

3.1. Objectifs

Les travaux décrits dans les marchés à bons de commande dont cette charte est une pièce constitutive se déroulent sur le site de l'Ecole Centrale de Lyon, dans des locaux occupés par les étudiants et le personnel de l'Ecole.

L'entrepreneur veillera donc à limiter les nuisances qu'elles soient visuelles, sonores, relatives au trafic ainsi que les pollutions et dégradations de l'environnement.

3.2. Types de nuisances

3.2.1. Nuisances visuelles

La vue des chantiers ne doit pas être source d'inconfort pour les étudiants et personnels de l'Ecole Centrale de Lyon.

La propreté et l'aspect général des chantiers sont des facteurs très perceptibles par les personnes extérieures au chantier.

Pour ce faire, un nettoyage quotidien du chantier et de ses abords est obligatoire. Dans le cas où une activité est génératrice de poussières, boues ou déchets volatiles de tout ordre, l'ensemble des mesures de protection et de limitation des poussières (machines aspirantes, arrosage etc.) devront être prises.

L'entrepreneur veillera à respecter strictement les aires de stockage des matériaux définis par la direction du patrimoine de l'Ecole Centrale.

Après son intervention, l'entrepreneur remettra dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

3.2.2. Nuisances sonores

L'entrepreneur devra respecter les obligations réglementaires pour limiter les bruits de chantier :

- Réglementation sur la protection des travailleurs R Code du Travail,
- Réglementation sur le matériel et les engins de chantier R arrêté du 18 mars 2002,
- Réglementation sur les bruits de voisinage R Code de la santé publique.

Le niveau sonore résultant de l'activité des chantiers devra être limité au maximum aussi bien dans le but de limiter la gêne des étudiants et personnels de l'Ecole que dans le but de limiter l'exposition des personnels des entreprises à des niveaux sonores trop importants.

Toute intervention génératrice de bruit devra être réalisée en accord avec la direction du patrimoine de l'Ecole Centrale et aux horaires définis par celle-ci. L'entrepreneur a l'obligation, pendant la préparation et la planification des chantiers, de porter à connaissance de la direction du patrimoine de l'Ecole Centrale tous travaux bruyants susceptibles d'apporter une nuisance importante aux usagers des locaux à proximité.

L'entrepreneur est tenu d'utiliser des machines et des modes opératoires réduisant le bruit.

3.2.3.Nuisances dues au trafic sur site

Les prescriptions du code de la route et le règlement de circulation de l'Ecole Centrale de Lyon devront impérativement être respectées par tous véhicules de l'Entreprise ou lors des livraisons.

L'entrepreneur devra limiter au maximum le nombre de véhicules lors des interventions. Les véhicules personnels sont interdits sur le site de l'ECL.

Le stationnement sera réalisé aux emplacements définis sur le site par la direction du patrimoine de l'Ecole Centrale.

Les livraisons devront être effectuées en dehors des heures de pointes définies par la direction du Patrimoine de l'Ecole Centrale de Lyon.

Par ailleurs, les livraisons les plus importantes devront être planifiées en fonction des contraintes liées à l'usage des locaux concernés et en concertation systématique avec la direction du Patrimoine de l'Ecole Centrale.

En cas de salissures ou dégradations de la voirie dues aux véhicules des entreprises ou aux véhicules de livraison, l'entrepreneur s'engage à prendre en charge à ses frais les nettoyages ou réfections en résultant.

3.3. Maîtrise des pollutions

Tout rejet dans le milieu naturel de produit polluant est strictement interdit.

3.3.1.Préconisations concernant la toxicité

Tout produit, pouvant présenter des risques, utilisé sur l'établissement doit faire l'objet de transmission d'une fiche de données de sécurité lors de la rédaction du plan de prévention. Tout changement de produit doit faire l'objet d'une autorisation.

L'utilisation des produits étiquetés avec l'un des classements suivants sera strictement interdite :

- l'ensemble des produits présentant une phase de risque.
- Xn (nocif), T (toxique), T+ (très toxique) et dangereux pour l'environnement dans la réglementation française.

Tout produit potentiellement polluant (solvants organiques, huiles, hydrocarbures, lubrifiants, produits acides ou basiques, produits de nettoyage etc.) seront stockés à la charge de l'entrepreneur sur des zones étanches munies de bac de rétention. La capacité de rétention doit être conforme à la réglementation.

3.3.2.Préconisations concernant la pollution de l'air et les mauvaises odeurs

Les outils devront être munis de filtres à poussière. Le matériel de ponçage devra être muni d'un aspirateur.

Dès possibilité, l'utilisation de matériels électriques plutôt que thermiques est obligatoire

Tous travaux susceptibles d'occasionner des dégagements importants d'odeurs devront être signalés au plus tôt à la direction du patrimoine de l'Ecole Centrale. La tenue de ces travaux devra alors faire l'objet d'une autorisation de cette dernière.

4. Préconisations concernant la consommation des ressources

L'entrepreneur devra optimiser au maximum les consommations de fluides nécessaires à son intervention.

Il devra par exemple veiller à ne pas laisser le chantier éclairé à son départ ou laisser des robinets ouverts.

5. Communication

5.1. Communication interne

L'entrepreneur a l'obligation d'informer et de sensibiliser l'ensemble de ses personnels intervenant sur le site de L'Ecole Centrale des prescriptions décrites dans la présente charte.

5.2. Communication vis-à-vis des usagers

L'entrepreneur devra toute sujétion d'information de chantier vis-à-vis des étudiants et personnels de l'Ecole Centrale en concertation avec la direction du patrimoine afin de justifier les nuisances créées.

Par ailleurs, pour tout incident relatif par exemple à une plainte des étudiants ou du personnel de l'Ecole, l'entreprise devra contacter la direction du patrimoine qui est seule à même de lui indiquer la conduite à tenir.

A :
Le :

Lu et approuvé
(signature)